



**CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES PAYS MEMBRES
DE LA CEMAC EN 2017 ET PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2018**

VUE D'ENSEMBLE

Le raffermissement de l'activité économique mondiale amorcée depuis 2016 se poursuit et se généralise avec des hausses notables en Europe et en Asie. Des facteurs négatifs, tels que la surévaluation des actifs et des primes d'échéance très faibles font cependant redouter des corrections sur les marchés financiers, qui pourraient également résulter d'une accélération inattendue de l'inflation et des taux d'intérêt dans les pays avancés. A moyen terme, les conditions financières demeurent favorables, eu égard au climat sur les marchés mondiaux et l'inflation modérée. Cependant, ceci pourrait entraîner une accumulation de facteurs de vulnérabilité financière dans les pays avancés et émergents. Les mesures de repli sur soi, les tensions géopolitiques et l'incertitude politique dans certains pays constituent autant de risques de dégradation. Ainsi, selon les *Perspectives de l'économie mondiale* publiées par le FMI en janvier 2018, la production mondiale a progressé de 3,7 % en 2017, et devrait atteindre 3,9 % en 2018 et 2019.

En **Afrique subsaharienne**, le taux de croissance devrait se renforcer progressivement pour atteindre 3,3 % en 2018, contre 2,7 % en 2017 et 1,4 % en 2016, soutenu notamment, par la reprise de l'économie mondiale et la remontée des cours des matières premières. Les performances des pays exportateurs de pétrole devraient se redresser graduellement. Au **Nigeria**, elle se situerait à 2,1 % en 2018, contre 0,8 % en 2017. Pour les pays importateurs de pétrole, la croissance devrait continuer de se consolider, en dépit d'une activité plus modérée en **Afrique du sud**, à 1 % en 2018. Dans l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine**, pour 2017, la croissance économique est ressortie à 6,7 %, après 6,6 % en 2016 et 6,2 % en 2015. Le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est établi à 1,2 % au troisième trimestre 2017 après 0,1 % le trimestre précédent, résultant de la progression des prix des produits alimentaires, à la suite d'un approvisionnement insuffisant des marchés en produits céréaliers locaux, en légumes et en produits de la pêche. En **République Démocratique du Congo**, d'après la Banque Centrale du Congo (BCC)¹, le taux de croissance de la RDC s'établirait à 3,5 % en 2018, contre 2,4 % en 2017.

¹ Séance du Comité de politique monétaire du 7 février 2018.

² Programmation monétaire initiale 2018 effectuée au cours de la période du 29 janvier au 04 mars 2018.

Dans un tel contexte, les services de la Banque² ont procédé aux projections initiales du cadrage macroéconomique de la CEMAC, en se basant au plan international sur un raffermissement de l'activité économique mondiale et la remontée des cours des principaux produits exportés par les pays de la CEMAC.

Ainsi, les dernières estimations des services de la Banque pour l'année **2017** confirment le ralentissement des activités, en raison des contreperformances du secteur pétrolier qui se sont diffusées dans le secteur non pétrolier. En outre, les effets des mesures de consolidation budgétaire et de l'effort budgétaire pour le maintien de la sécurité en République Centrafricaine, dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, et de l'Extrême-Nord du Cameroun qui se poursuivent, ont également pesé sur les activités de la Zone.

Pour l'année 2018, il est prévu une reprise des activités en raison de la remontée des cours du pétrole brut envisagée sur les marchés mondiaux, du dynamisme du secteur non pétrolier, tiré principalement par les activités des branches des services marchands, des industries manufacturières et dans une moindre mesure des BTP, et de l'ajustement opéré par la plupart des Etats en matière de gestion des finances publiques.

Au total, pour **l'année 2017**, les estimations de la BEAC font ressortir : *i*) un taux de croissance du PIB réel en recul de 0,1 % (-2,2 % pour le secteur pétrolier et +0,3 % pour le secteur non pétrolier), après un taux nul en 2016, *ii*) une décélération des tensions sur les prix, le taux d'inflation étant revenu à 0,9 %, contre 1,1 % en 2016, *iii*) un déficit du solde budgétaire, base engagements, dons compris, revenant de -5,6 % du PIB en 2016, à -2,8 % du PIB en 2017, et *iv*) une contraction du déficit extérieur courant (en baisse de 78,0 %, à 1 489,1 milliards), à -3,1 % du PIB, contre -14,7 % du PIB en 2016. Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire a fléchi de 0,4 %, à 10 602,9 milliards à fin décembre 2017, et le taux de couverture extérieure de la monnaie a fléchi à 57,5 %, contre 59,1 % à fin décembre 2016. Les créances nettes sur les États ont augmenté de 12,4 % en une année, pour se situer à 2 745,8 milliards à fin décembre 2017. Cependant, leur rythme annuel de progression est en constante régression depuis le mois d'avril 2017. L'encours des crédits à l'économie s'est contracté de 1,9 %, pour revenir à 7 794,2 milliards au 31 décembre 2017.

Pour 2018, il est attendu une reprise en lien avec la relance des activités du secteur pétrolier suite à la remontée des cours entamée en mi-novembre 2017, autour de 60 dollars le baril, conjuguée avec le dynamisme des activités non pétrolières tirées par les services marchands, les industries manufacturières et les BTP. Cette dynamique profiterait des mesures de consolidation budgétaire et d'assainissement des finances publiques. Ainsi, la croissance économique devrait remonter à 2,1 %, tandis que le taux d'inflation se situerait à 1,8 %, en moyenne annuelle. L'exécution budgétaire des Etats membres de la CEMAC se solderait en 2018 par la poursuite de la réduction du déficit budgétaire, base engagements, dons compris, revenant de 2,8 % du PIB en 2017 à 1,5 % du PIB en 2018. De son côté, le *déficit des transactions courantes, transferts*

² Programmation monétaire initiale 2018 effectuée au cours de la période du 29 janvier au 04 mars 2018.

publics inclus de la CEMAC repartirait à la hausse à 3,9 % du PIB, après 3,1 % du PIB en 2017. Au plan monétaire, il est projeté une hausse du taux de couverture extérieure de la monnaie à 64,2 %, et de la masse monétaire à +5,3 %.

La présente note décrit, dans un premier temps, la conjoncture économique et financière des pays membres de la CEMAC en 2017 sur la base des informations collectées par la Banque. Elle examine ensuite les perspectives économiques de la sous-région pour l'année 2018.

I.- CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2017

A. SECTEUR REEL

Les économies des pays de la CEMAC ont continué de pâtir en 2017 des effets du niveau encore bas des cours du pétrole brut, en dépit de la remontée qui s'est déclenchée en mi-novembre 2017. En effet, la tendance à la baisse du taux de croissance s'est poursuivie pour ressortir à -0,1 % en 2017, contre une croissance nulle un an plus tôt. Dans une proportion moindre qu'en 2016 (-6,3 %), le secteur pétrolier a reculé de 2,2 %, tandis que le secteur non pétrolier a réalisé une progression de 0,3 %, contre +1,4 % en 2016.

En 2017, le secteur pétrolier y a contribué pour -0,4 point, contre -1,1 point en 2016, alors que la contribution du secteur non pétrolier est revenue à 0,3 point, contre +1,1 point en 2016.

Par pays, il est observé une décélération de la croissance économique en *République Centrafricaine* (+3,9 % en 2017, contre +4,9 % en 2016), au *Cameroun* (+3,0 % en 2017, contre +4,5 % un an plus tôt) et au *Gabon* (+0,3 % en 2017, contre +2,4 % un an auparavant). En revanche, tout en demeurant négatif, le taux de croissance s'est redressé au *Congo* (-2,0 % en 2017, contre -2,8 % un an plus tôt) et en Guinée Equatoriale (-2,7 % en 2017, contre -8,5 % en 2016), tandis qu'il s'est détérioré au *Tchad* (-5,3 % en 2017, contre -3,3 % un an auparavant).

Ces estimations sont réalisées dans contexte marqué :

Au plan international, par : *i*) un raffermissement de l'activité économique mondiale en 2017 ; *ii*) une meilleure orientation du cours moyen du baril de pétrole brut ;

Au plan sous-régional, par : *i*) une production de pétrole en recul de 4,8 % à 42,1 millions de tonnes, alors que celle du méthanol et des autres gaz a progressé de 6,8 % à 6 646,2 mille tonnes ; *ii*) une baisse de la production de coton-graine de 18,7 % à 337,6 milliers de tonnes ; *iii*) une augmentation de la production de cacao (+5,0 % à 301,5 milliers de tonnes) ; *vi*) une baisse de la production de bois en grumes de 4,7 %, à 8 097,4 de milliers de m³ ; et *v*) une croissance modérée des activités du

secteur non pétrolier en général, notamment dans les branches agro-pastorales, la sylviculture, les industries manufacturières et les services marchands.

Suivant *l'optique demande du PIB*, en 2017, l'activité a été tirée par la demande extérieure avec une contribution de +7,3 points à la croissance, contre -1,9 point en 2016, du fait principalement des importations de biens et services non facteurs (+8,1 points contre -0,3 point en 2016).

De son côté, la *demande intérieure* a grevé la croissance à hauteur de 7,4 points en 2017, contre une contribution positive de +1,9 point en 2016, du fait d'une contribution négative des investissements bruts de -8,4 points, contre +1,9 point en 2016, en dépit d'un apport positif, bien que moindre, de la consommation de 1,0 point, contre un apport nul en 2016. Nonobstant la morosité de la demande, tributaire de la crise née de la baisse des cours du pétrole brut dans les pays producteurs de pétrole de la CEMAC, la consommation privée a contribué positivement à la croissance à hauteur de 1,6 point, contre -0,2 point en 2016, du fait notamment de l'augmentation de la consommation privée au Cameroun. La baisse de la contribution des investissements bruts à la croissance est imputable essentiellement à la chute des investissements du secteur pétrolier avec la fin du projet Moho Nord au Congo.

Du côté de l'offre, les *secteurs secondaire et tertiaire* ont constitué les moteurs de la croissance en 2017. En effet, ces derniers ont contribué chacun pour +0,4 point, contre respectivement -0,9 point et +1,3 point en 2016. Le *secteur primaire* a pesé sur la croissance avec un apport de -0,9 point, contre -1,3 point en 2016.

La dynamique des activités dans le *secteur secondaire* a été portée par les industries manufacturières (+0,3 point, contre +0,2 point en 2016) et par les autres industries (0,2 point comme en 2016). Le *secteur tertiaire* a été porté par l'activité des services marchands (+0,3 point, contre +1,0 point en 2016), soutenue par la branche *commerce général et transports transport aérien* notamment au Cameroun avec la montée en puissance de Camair Co. Le recul de la croissance du *secteur primaire* résulte de la décélération des activités des industries extractives qui a exhibé une contribution négative à la croissance de -0,8 point, contre -1,7 point un an plus tôt, en dépit des performances du champ pétrolier *Moho-Nord*, qui a atteint son plein potentiel de production au Congo. En outre, le niveau des activités de la branche agriculture qui demeure en-dessous de son potentiel grève la croissance à hauteur de 0,2 point, contre +0,3 point en 2016, malgré les nombreux programmes publics visant à accroître le niveau de production, notamment les projets Agropoles au Cameroun, la Gabonaise des Réalisations Agricoles et des Initiatives des Nationaux Engagés (projet GRAINE) au Gabon, et la relance des villages agricoles au Congo.

S'agissant des prix, en 2017, il a été observé une tendance baissière dans la plupart des pays de la sous-région. Au terme de l'année 2017, l'indice global des prix à la consommation des ménages a progressé de 0,9 % en moyenne annuelle dans la

sous-région, contre 1,1 % en décembre 2016. En glissement annuel le taux d'inflation s'est établi à +1,7 % en décembre 2017, contre -0,1 % un an plus tôt.

La décélération des tensions inflationnistes en fin d'année 2017 découle principalement de : *i*) la morosité de la demande intérieure dans tous les pays de CEMAC en lien avec le déclin des revenus pétroliers et *ii*) l'abondance des produits vivriers agricoles, en raison des bonnes compagnes et de la pluviométrie favorable dans les bassins de production, principalement au Tchad.

B. FINANCES PUBLIQUES

La gestion finances publiques en 2017 s'est soldée par un déficit du solde budgétaire, base engagements, dons compris qui est revenu de 5,6 % du PIB en 2016, à 2,8 % du PIB. Cette situation découle des mesures de consolidation budgétaire mises en œuvre notamment dans le cadre des programmes d'ajustement signés avec le Fonds monétaire international, et de la remontée sensible des cours du baril de pétrole brut, en dépit du choc sécuritaire au Cameroun et en République Centrafricaine.

L'effet de ces mesures budgétaires a été effectivement observé dans tous les pays de la CEMAC, en dehors de la République Centrafricaine. Par pays, le déficit budgétaire base engagement, dons compris, s'est nettement réduit au *Cameroun* (-2,5 % du PIB en 2017, après -6,0 % du PIB en 2016), au *Congo* (-6,4 % du PIB en 2017, contre -12,7 % du PIB en 2016), au *Gabon* (-2,7 % du PIB en 2017, contre -5,2 du PIB un an plus tôt), en *Guinée Equatoriale* (-2,4 % du PIB en 2017, après -4,4 % du PIB en 2016) et au *Tchad* (-3,2 % du PIB en 2017, contre -4,2 % du PIB en 2016). En revanche, le solde budgétaire est devenu déficitaire en *République Centrafricaine* revenant de +1,6 % du PIB en 2016, à -1,1 % du PIB en 2017.

Les grandes tendances des finances publiques en termes de recettes et de dépenses en 2017 ont été les suivantes :

- des recettes budgétaires en hausse de 2,0 %, à 7 534,5 milliards, portées par un accroissement des recettes pétrolières (+10,6 % à 2 516,1 milliards) suite à la nette augmentation des cours du pétrole brut (+23,1 % à 52,7 dollars le baril). Les recettes non pétrolières ont reculé de 1,8 % à 5 018,4 milliards, en dépit de la mise en place de nouvelles taxes et l'élargissement de la base imposable, conjugués avec les progrès enregistrés dans le recouvrement de l'impôt dans la plupart des pays, qui n'ont pas suffi à compenser cette dynamique baissière des recettes ;
- des dépenses publiques en recul de 11,0 %, à 9 134,4 milliards, soutenues par le repli de 17,7 %, à 2 996,6 milliards, des dépenses en capital. Dans la même veine, les dépenses courantes se sont contractées de 7,3 %, à 6 137,8 milliards, en raison essentiellement de la baisse notable des dépenses de biens et services, des transferts et subventions, et des intérêts

de la dette intérieure, suite à la mise en œuvre efficace des mesures de consolidation budgétaire ;

- le *solde primaire*, qui est devenu finalement excédentaire, passant de -1 122,8 milliards (-2,4 % du PIB) en 2016 à 257,1 milliards (+0,5 % du PIB) en 2017. A contrario, le *déficit du solde budgétaire de base* a reculé, revenant à 351,8 milliards (-0,7 % du PIB) après -1 848,4 milliards (-4,0 % du PIB) un an plus tôt.

En définitive, l'exécution du budget de l'Etat s'est soldée en 2017 par un déficit global, base engagements dons compris de 1 347,8 milliards, en chute de 47,7 %. En prenant en compte le déficit global, base trésorerie, qui est ressorti à 1 509,1 milliards, et en y ajoutant l'amortissement de la dette extérieure à hauteur de 968,4 milliards et le désengagement de l'Etat vis-à-vis du système non bancaire de 72,3 milliards, le besoin de financement global des Etats a atteint 2 549,8 milliards. Il a été entièrement couvert par des concours extérieurs comprenant 252,1 milliards de dons, 2 166,8 milliards des tirages au titre des prêts projets et trésorerie, 126,4 milliards des allègements de la dette, et des concours bancaires à hauteur de 4,6 milliards.

C. SECTEUR EXTERIEUR

Le solde du compte des transactions courantes des pays membres de la CEMAC s'est soldé en 2017, par une contraction du déficit dons compris (en baisse de 78,0 %, à 1 489,1 milliards) à -3,1 % du PIB, contre -14,7 % du PIB en 2016. Cette situation traduit le rebond de l'excédent de la balance commerciale qui a plus que septuplé, et la réduction du déficit de la *balance des services* (-36,6 %, à 3 088,3 milliards), en dépit de l'accroissement de 17,1 %, à 2 945,7 milliards, et 44,2 %, à 108,1 milliards, des déficits respectifs de la balance des revenus et de la balance des transferts.

La réduction du déficit des transactions courantes est observée en 2017 dans la plupart des pays membres de la sous-région, en dehors de la *République Centrafricaine*, le *Gabon* et la *Guinée Equatoriale* ayant même enregistré des excédents. La situation par pays en 2017 est marquée par une réduction des déficits au *Cameroun* (-1,6 % du PIB, après -3,2 % du PIB un an auparavant), au *Congo* (-17,9 % du PIB, après -82,6 % en 2016), et au *Tchad* (-5,9 % du PIB, contre -16,6 % du PIB en 2016), un retour aux excédents en *Guinée Equatoriale* (+2,8 % du PIB, contre -11,7 % du PIB en 2016) et au *Gabon* (+0,6 % du PIB, contre -2,4 % du PIB en 2016), et à un accroissement du déficit en *République Centrafricaine* (-8,2 % du PIB, contre -5,6 % du PIB en 2016).

L'excédent commercial a bondi en raison de l'accroissement de 15,3% à 12 643,7 milliards des exportations soutenues pour l'essentiel par une hausse du baril de pétrole brut de +23,1 %, à 52,7 dollars, et de la contraction des importations de 21,2 %, à 8 207,4 milliards. Cette tendance découle de l'amélioration des termes de l'échange de 10,3 % en 2017, contre 5,8 % en 2016, traduisant un accroissement de

19,4 % des prix à l'exportation, tiré par la hausse des cours des matières premières, principalement le pétrole brut, et de 8,2 % des prix à l'importation.

La hausse des exportations est principalement soutenue par les ventes de pétrole brut (+18,3 % à 8 371,0 milliards), de méthanol et des autres gaz (+30,7 % à 901,7 milliards), de bois (+9,0%, à 874,2 milliards), de coton (+8,6 %, à 162 milliards), et de manganèse (+92,3 % 604,5 milliards). Elle a toutefois été freinée par le recul des ventes de cacao (-41,0 %, à 234,5 milliards) et de café (-22,9 %, à 234,5 milliards).

La *balance des services* a vu son déficit se réduire en 2017, revenant à 3 088,3 milliards, contre 4 871,4 milliards, en raison de la chute de 33,9 % du fret et des assurances. Les opérations dans la *balance des revenus* se sont soldées par une hausse de 17,1 % de son déficit, ainsi que pour la balance des transferts (+44,2 %, à 108,1 milliards).

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières, quant à lui, s'est contracté de 40,3 % à 3 234,6 milliards, du fait de la chute des investissements directs étrangers et des capitaux à court terme, consécutive à la baisse des activités de sous-traitance dans l'industrie pétrolière, au sein des pays pétroliers de la Zone.

En définitive, *le déficit global de la balance des paiements* s'est fortement contracté de 96,9 %, à -103,3 milliards. Il a été couvert par un financement exceptionnel net de 162,0 milliards, dont 126,4 milliards d'allègement de dette au Gabon et en République Centrafricaine, et d'une accumulation d'arriérés d'un montant de 35,6 milliards soutenue pour l'essentiel par le Tchad. Il ressort une accumulation des réserves officielles à hauteur de 58,7 milliards.

Pour sa part, l'endettement public en 2017 s'est globalement accru. Les indicateurs se sont orientés comme suit : *i*) l'encours de la dette publique extérieure s'est établi à 29,0 % du PIB, après 28,4 % du PIB en 2016, tandis que l'encours de la dette intérieure est ressortie à 16,4 % du PIB, pour un encours total de la dette globale de 45,4 % du PIB, *ii*) le service de la dette extérieure est remonté de 18,9 % des recettes budgétaires en 2016 à 19,0 % en 2017, *iii*) le service de la dette extérieure rapporté aux exportations de biens et services s'est replié à 9,9 %, contre 10,8 % en 2016.

Par pays, la situation se présente comme suit en 2017 :

- i*) Encours de la dette publique extérieure en pourcentage du PIB : Cameroun (21,8 %, après 19,7 % en 2016), République Centrafricaine (28,4 %, après 31,0 % en 2016), Congo (74,4 %, contre 81,0 % en 2016), Gabon (40,7 %, contre 42,6 % en 2016), Guinée Equatoriale (8,6 %, après 6,8 % un an plutôt), Tchad (19,0 %, contre 18,6 % en 2016) ;

- ii) Service de la dette extérieure rapporté aux recettes budgétaires : Cameroun (7,1 %, contre 8,7 % en 2016), République Centrafricaine (7,3 %, contre 14,5 % en 2016), Congo (36,4 %, contre 33,0 % un an plutôt), Gabon (27,8 %, contre 24,2 % un an auparavant), Guinée Equatoriale (1,8 %, après 12,3 %), Tchad (57,3 %, contre 40,6 %) ;
- iii) Service de la dette extérieure rapporté aux exportations de biens et services : Cameroun (5,6 %, contre 6,6 % en 2016), République Centrafricaine (3,6 %, après 6,3 % en 2016), Congo (12,6 %, contre 16,5 % un an plutôt), Gabon (12,9 %, contre 12,8 % en 2016), Guinée Equatoriale (0,7 %, après 5,3 % en 2016), Tchad (25,6 %, après 16,4 %).

D. SECTEUR MONETAIRE

En 2017, en glissement annuel, les *avoirs extérieurs nets* du système monétaire au 31 décembre 2017 restent en-deçà du niveau atteint une année auparavant. Toutefois, l'on note un net ralentissement de leur tendance baissière depuis le début du second semestre de l'année 2017. Leur encours est revenu de 2 416,4 milliards à fin décembre 2016 à 2 322,8 milliards douze mois après. Le **taux de couverture extérieure de la monnaie** (57,51 %) s'est inscrit en baisse par rapport à son niveau à fin décembre 2016 (59,10 %). Les *créances nettes sur les États* ont augmenté de 12,4% en une année, pour se situer à 2 745,8 milliards à fin décembre 2017. Cependant, leur rythme annuel de progression est en constante régression depuis le mois d'avril 2017. Par ailleurs, l'encours des **crédits à l'économie** s'est contracté de 1,9 %, pour se fixer à 7 794,2 milliards au 31 décembre 2017. Ces évolutions ont entraîné un recul de **la masse monétaire (M2)** de 0,4 %, à 10 602,9 milliards à fin décembre 2017.

II.- PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES EN 2018

A. SECTEUR REEL

Les projections des évolutions du secteur réel dans la CEMAC en 2018 font ressortir une reprise des activités matérialisée par une hausse du taux de croissance de 2,1 %, contre -0,1 % en 2017. Cette dynamique découlerait d'une reprise des activités pétrolières couplée à une bonne tenue des activités non pétrolières. Ainsi, les activités du secteur pétrolier devraient augmenter, pour s'établir à hauteur de +2,3 % en 2018, contre -2,2 % en 2017. Celles du secteur non pétrolier quant à elles, croîtraient de +2,1 % après +0,3 % en 2017.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB en termes réels dans la CEMAC

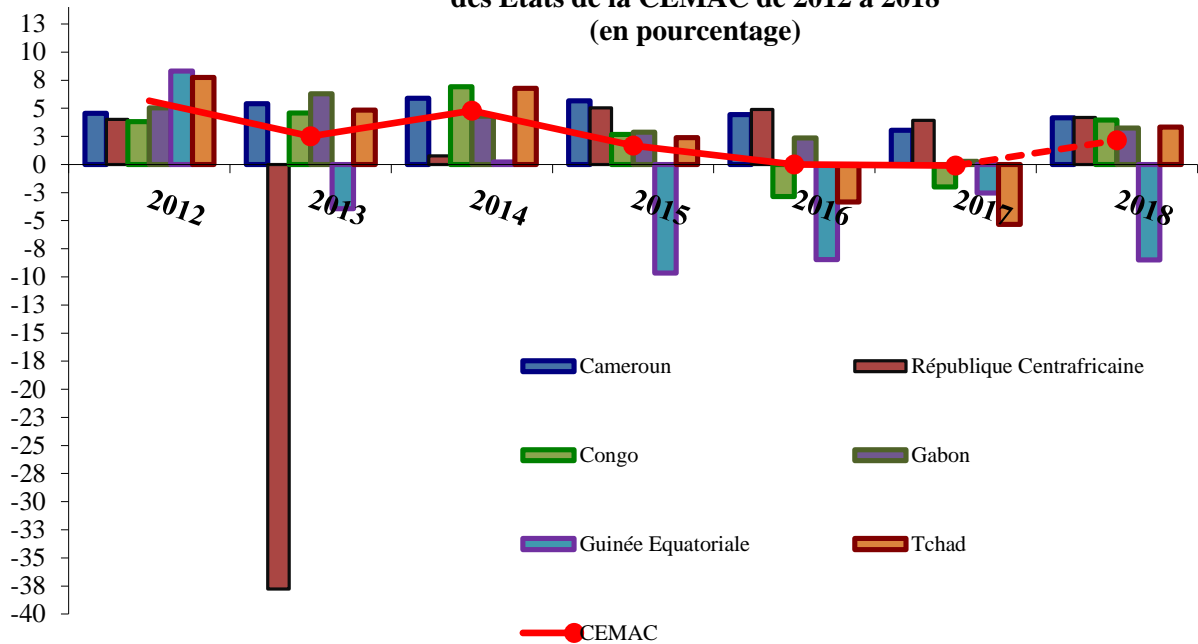
	2012	2013	2014	2015	2016	2017 Estim.	2018 Prév.
Cameroun	4,5	5,4	5,9	5,7	4,5	3,0	4,1
République Centrafricaine	4,0	-37,8	0,8	5,0	4,9	3,9	4,2
Congo	3,8	4,6	6,9	2,7	-2,8	-2,0	4,0
Gabon	5,0	6,3	4,3	2,9	2,4	0,3	3,2
Guinée Equatoriale	8,3	-3,9	0,2	-9,7	-8,5	-2,5	-8,5
Tchad	7,8	4,8	6,8	2,4	-3,3	-5,3	3,3
CEMAC	5,7	2,5	4,8	1,7	0,0	-0,1	2,1

Sources: Administrations nationales et BEAC

En termes de contributions, le secteur pétrolier apporterait à la croissance en 2018 +0,4 point, contre -0,4 point en 2016. Le secteur non pétrolier quant à lui contribuerait à hauteur de +1,8 point, contre +0,3 point un an auparavant, conservant ainsi le statut de moteur de la croissance économique, perdu par le secteur pétrolier depuis la chute des cours du pétrole brut.

Par pays, la croissance devrait s'accélérer dans tous les pays en 2018, sauf toutefois en Guinée Equatoriale qui demeurerait en récession. Ainsi, le Cameroun (+4,1 %, contre +3,0 % un an auparavant), la République Centrafricaine (+4,2 %, contre de +3,9 % en 2017) et le Gabon (+3,2 %, contre +0,3 % en 2017) verraient leurs croissances respectives se consolider. Le Congo (+4,0 % après -2,0 % l'année précédente) et le Tchad (+3,3 % contre -5,3 % en 2017) sortiraient de la récession, tandis que la Guinée Equatoriale (-8,5 %, contre -2,5 % un an plus tôt) enregistrerait une accentuation de sa récession.

**Graphique 1 : Evolution du taux de croissance réelle
des Etats de la CEMAC de 2012 à 2018
(en pourcentage)**



Source : Administrations nationales et BEAC

Ces projections sont réalisées sur la base des hypothèses suivantes, liées tant à l'environnement international, que sous-régional :

- **Au plan international** : *i*) un raffermissement de la croissance économique mondiale à +3,9 % en 2018, après +3,7 % en 2017; *ii*) une hausse des cours moyens du pétrole brut (+11,7 %, à 58,9 dollars/baril), du manganèse (+229,7 dollars/tonne, contre 206,2 dollars/tonne en 2017) et *iii*) une dépréciation du taux de change du dollar/F CFA, avec un taux de change revenant à 552,9 FCFA/\$, contre 580,9 FCFA/\$ l'année précédente.
- **Au plan sous-régional** : *i*) une hausse de la production de pétrole et de bois en 2018, respectivement de 4,5 % à 44 millions de tonnes et de 4,1 % à 8 429,3 milliers de m³ ; et *ii*) une accélération des activités du secteur non pétrolier en général à +2,1 % en 2018, contre 0,1 % en 2017.

Du côté de la demande, l'activité économique en 2018 serait à nouveau tirée par la *demande intérieure*, avec un apport de +3,1 points, contre -7,4 points en 2017, tandis que la *demande extérieure* l'obérerait de 1,0 point, après +7,3 points en 2017.

Tableau 2 : Contribution de la demande globale à la croissance du PIB réel
(en pourcentage)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017 Estim.	2018 Prév.
Produit Intérieur Brut	5,7	2,5	4,8	1,7	0,0	-0,1	2,1
Demande Intérieure, dont :	4,3	6,1	10,6	-7,1	1,9	-7,4	3,1
Consommation	-0,2	2,7	8,7	-0,6	0,0	1,0	2,8
Publique (Etat)	5,1	2,5	-1,4	-1,2	0,2	-0,6	1,1
Privée	-5,3	0,3	10,2	0,6	-0,2	1,6	1,7
Investissements bruts	4,5	3,4	1,9	-6,5	1,9	-8,4	0,3
Formation brute de capital fixe	4,3	3,3	1,9	-6,2	1,8	-8,5	0,3
Publique (Etat et Ad. publiques)	2,7	-1,3	0,1	-3,2	-1,5	-1,2	-0,2
Privée (Entreprises et ménages)	1,7	4,6	1,8	-3,0	3,3	-7,3	0,5
Secteur pétrolier	0,9	2,3	0,5	-1,2	2,7	-7,3	-0,3
Secteur non pétrolier	0,7	2,3	1,4	-1,8	0,6	0,0	0,8
Variations des stocks	0,2	0,1	-0,1	-0,3	0,1	0,1	0,0
Demande extérieure nette	1,3	-3,6	-5,8	8,8	-1,9	7,3	-1,0
Exportations de biens et services non facteurs	-0,2	-1,6	0,8	0,4	-1,6	-0,8	1,0
Importations de biens et services non facteurs	1,5	-2,0	-6,7	8,5	-0,3	8,1	-2,0

Sources: Administrations nationales et BEAC

En 2018, la *demande intérieure* serait le moteur de la croissance en raison principalement de la bonne tenue de la consommation privée, la reprise de la consommation publique ainsi que celle de l'investissement privé non pétrolier, du fait de : *i*) l'augmentation des ressources publiques attendues, notamment au Congo et au Tchad avec l'augmentation de la production pétrolière, qui pourrait entraîner dans une certaine mesure une redistribution des revenus ; *ii*) la reprise éventuelle des dépenses publiques prioritaires du fait de la disponibilité des nouvelles ressources ; *iii*) l'aboutissement des réformes mises en œuvre par les Etats en vue d'assainir leurs fichiers de soldes pour une gestion optimale des effectifs de la fonction publique, qui pourraient favoriser de nouveaux recrutements. Néanmoins, l'impact des mesures visant à accroître les ressources de l'Etat par l'élargissement de l'assiette fiscale et la suppression de certaines exonérations douanières dans certains pays pourrait freiner cette tendance au plan communautaire.

La contribution des investissements bruts à la croissance en 2018 se situerait autour de 0,3 point après -8,4 points en 2017, pour l'essentiel du fait d'une reprise des investissements privés (+0,5 point, contre -7,3 points en 2017) ; la contribution des investissements publics étant négative malgré les projets réalisés notamment au Cameroun, en liaison avec les travaux d'infrastructures de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2019, et au Congo avec la reprise des chantiers prioritaires liés à la santé et à l'éducation.

La hausse des investissements privés pétroliers seraient due à la reprise des activités du secteur pétrolier suite à la nouvelle donne des cours, et qui procèdent aux opérations de maintenance, d'entretien et d'exploration des permis existants au Gabon, au Congo et au Tchad, combinées à la reprise des activités des parapétroliers visant à satisfaire la demande des opérateurs.

Les investissements non pétroliers, qui devraient progresser en 2018, demeurerait appuyés par les activités agropastorales et le développement des partenariats publics/privés notamment au Cameroun, au Gabon et au Congo. Cette tendance serait également soutenue par la poursuite de l'implantation de la 4G et des réseaux à fibre optique par les sociétés de téléphonie mobile, dans la sous-région.

De son côté, la *demande extérieure* grèverait la croissance en 2018, en relation essentiellement avec la baisse des importations, non compensée par l'augmentation des exportations, principalement en volume du pétrole brut (41,2 millions de tonnes contre, 39,4 millions de tonnes en 2017).

Du côté de l'offre, le secteur *primaire* serait le moteur de la croissance en 2018. En effet, il exhiberait la plus forte contribution à la croissance (+1,2 point, contre -0,9 point en 2017) suivi par le secteur *tertiaire* (+0,7 point, contre 0,4 point un an auparavant) et le secteur secondaire (+0,4 point, comme en 2017).

Tableau 3 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB réel
(en pourcentage)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017 Estim.	2018 Prév.
Secteur primaire	1,2	-1,1	1,8	1,0	-1,3	-0,9	1,2
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	1,4	1,0	1,0	-0,1	0,3	-0,2	0,5
Sylviculture	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Industries extractives	-0,2	-2,1	0,7	1,0	-1,7	-0,8	0,7
Secteur secondaire	1,5	0,5	0,5	-1,1	-0,9	0,4	0,4
Industries manufacturières	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
Bâtiments et Travaux Publics	1,1	0,1	0,0	-0,8	-1,4	-0,1	0,1
Autres	0,1	0,0	0,2	-0,6	0,2	0,2	-0,1
Secteur tertiaire	2,6	3,4	1,8	1,0	1,3	0,4	0,7
Services marchands	1,9	2,6	1,4	0,7	1,0	0,3	0,8
Services non marchands	0,8	0,8	0,4	0,3	0,3	0,0	-0,1
PIB au coût des facteurs	5,4	2,8	4,1	0,8	-0,9	-0,1	2,3
Droits et Taxes à l'importation	0,3	-0,3	0,7	0,8	0,9	0,0	-0,2
PIB aux prix constants du marché	5,7	2,5	4,8	1,7	0,0	-0,1	2,1
PIB du secteur pétrolier	-0,3	-1,6	0,8	-0,4	-1,1	-0,4	0,4
PIB du secteur non pétrolier	6,0	4,1	4,0	2,1	1,1	0,3	1,8

Sources: Administrations nationales et BEAC

Le retour du *secteur primaire* comme moteur de la croissance découlerait de la reprise des activités des industries extractives (0,7 point contre -0,8 point en 2017), du fait de l'expansion des activités pétrolières notamment au Congo (15,8 millions de tonnes contre 13,3 millions de tonnes en 2017) et du rebond des activités agropastorales au Cameroun, au Gabon, au Congo et dans une moindre mesure en République Centrafricaine, à travers divers partenariats publics/privés.

La stabilité de la contribution du *secteur secondaire* à la croissance traduirait la bonne tenue des industries manufacturières (+0,3 point en 2018 comme en 2017), couplée au rebond des activités des bâtiments et travaux publics (+0,1 point, contre -0,1 point l'année précédente). Les activités de la branche des industries manufacturières resteraient soutenues par le dynamisme des activités des cimenteries au Cameroun, au Gabon et au Congo, la vigueur des industries brassicoles dans tous les pays de la CEMAC, ainsi que l'industrie du ferro manganèse et du silico manganèse au Gabon. Le rebond des BTP serait dû à la poursuite des travaux d'infrastructures de la CAN 2019 au Cameroun et à la reprise des chantiers d'importance au Congo suite à la hausse de la production pétrolière.

Le dynamisme des activités dans le *secteur tertiaire* résiderait essentiellement dans la vitalité des services marchands (+0,8 point, contre +0,3 point en 2017), notamment le transport aérien au Cameroun avec la montée en puissance de Camair Co, les télécommunications, en relation avec le dynamisme des activités des opérateurs de téléphonie mobile et des fournisseurs d'accès internet dans tous les pays de la sous-région. Les services non marchands contribueraient négativement à la croissance à hauteur de 0,1 point en 2018, contre une contribution nulle en 2017.

Sur le front des prix, l'on observerait une résurgence des pressions sur les prix dans la sous-région. Néanmoins, l'inflation en moyenne annuelle dans la CEMAC devrait être contenue sous le seuil communautaire de 3,0 % à moyen terme, à 1,8 %, contre 0,9 % en 2017.

B. FINANCES PUBLIQUES

La remontée des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux, enclenchée en mi-novembre 2016, et l'intensification des mesures de consolidation mises en œuvre par les Etats devraient soutenir l'amélioration du solde budgétaire. A cet effet, le déficit budgétaire base engagements, dons compris, reviendrait de 2,8 % du PIB en 2017 à 1,5 % du PIB en 2018.

Par pays, les déficits budgétaires diminueraient dans la plupart des pays de la CEMAC, à l'exception de la Guinée Equatoriale, tandis qu'en *République Centrafricaine* et au *Congo*, le solde budgétaire deviendrait même excédentaire. Ainsi, les déficits se réduiraient en 2018, au *Cameroun* (-1,9 % du PIB, après -2,5 % du PIB en 2017), au *Gabon* (-0,5 % du PIB, contre -2,7 % du PIB en 2017), au *Tchad* (-0,6 % du PIB, contre -1,3 % du PIB en 2017). A l'opposé, le déficit se creuserait en *Guinée Equatoriale*, passant de -2,4 % du PIB en 2017, à -6,5 % du PIB en 2018, tandis qu'on enregistrerait un excédent budgétaire, en *République Centrafricaine* (+0,6 % du PIB en 2018, contre -1,1 % du PIB un an plus tôt), et au *Congo* (+1,9 % du PIB en 2018, contre -6,9 % du PIB).

Tableau 4 : Evolution du solde budgétaire base engagements, dons compris
(En pourcentage du PIB)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017 Estim.	2018 Prév.
Cameroun	-0,4	-3,2	-3,1	-1,8	-6,0	-2,5	-1,9
République Centrafricaine	0,8	-5,9	2,2	0,5	1,6	-1,1	0,6
Congo	6,2	5,9	-7,4	-18,3	-12,7	-6,4	1,9
Gabon	2,0	1,5	2,4	-1,0	-5,2	-2,7	-0,5
Guinée Equatoriale	-8,0	-6,5	-5,0	-3,8	-4,4	-2,4	-6,5
Tchad	-1,2	-2,8	-0,3	-0,3	-2,2	-1,3	-0,6
CEMAC	-0,7	-1,6	-2,5	-3,6	-5,6	-2,8	-1,5

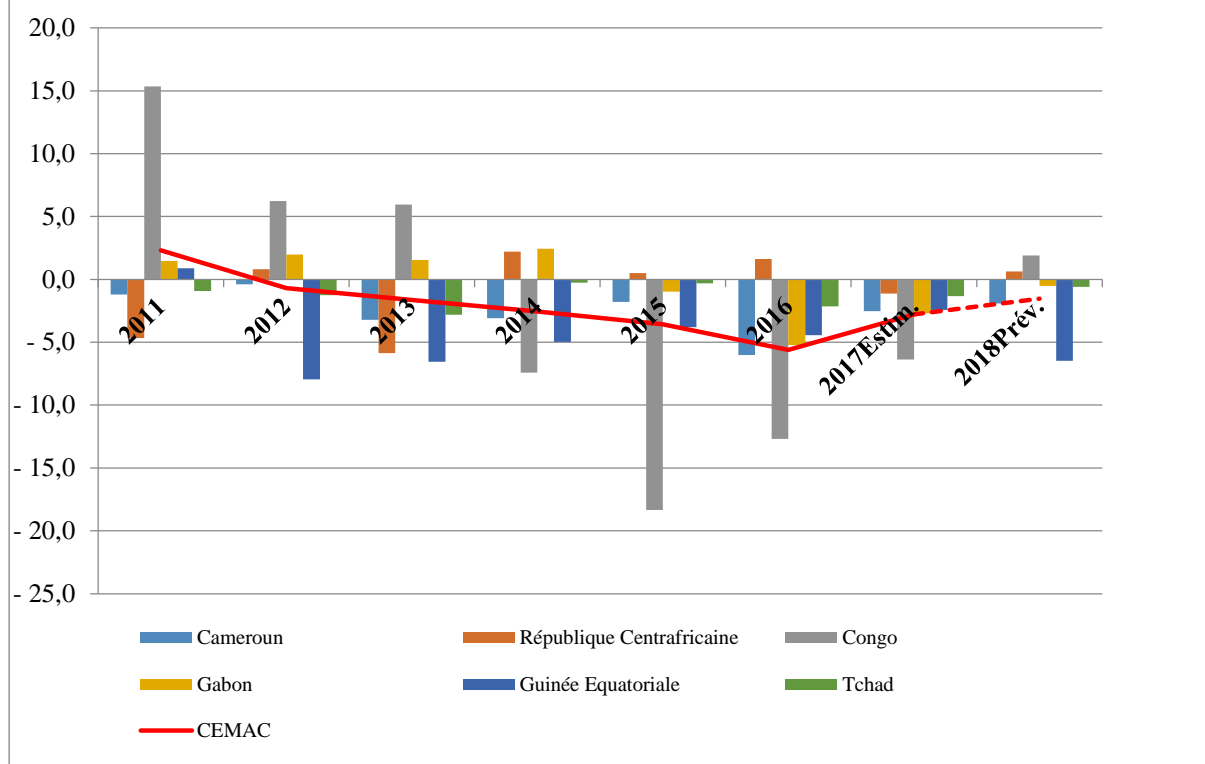
Sources : Administrations nationales et BEAC

Les grandes tendances en matière de recettes et de dépenses seraient les suivantes en 2018 :

- une augmentation des *recettes budgétaires* de 12,7 %, à 8 491,1 milliards, soutenue pour l'essentiel par un accroissement des ressources non pétrolières de 15,3 %, à 5 785,0 milliards. La hausse des recettes pétrolières découlerait du relèvement conjoint des cours de 11,7 % à 58,9 dollars le baril, et de la production du pétrole brut 4,5 % à 44,0 millions de tonnes, après plusieurs années de baisse. De leur côté, les recettes non pétrolières devraient s'accroître en 2018, en raison de l'intensification des mesures fiscales mises en œuvre par les Etats, en vue d'asseoir des bases solides qui détermineraient un niveau adéquate des ressources hors pétrole ;
- un accroissement des *dépenses budgétaires* de 6,3 %, à 9 709,8 milliards, traduisant surtout d'une hausse des dépenses en capital (+5,3 % à 3 156,6 milliards), tirant profit pour l'essentiel des ressources locales (+8,8 % à 1 902,8 milliards), pour poursuivre les investissements dans les infrastructures de base en cours d'exécution. Dans la même veine, les dépenses courantes progresseraient de +6,8 % à 6 553,2 milliards, en lien avec l'augmentation de tous les postes des dépenses ;
- un *solde budgétaire primaire* qui demeurerait excédentaire à hauteur de 768,1 milliards (+1,5 % du PIB) en 2018, après 257,1 milliards (+0,5 % du PIB) en 2017. En revanche, le *solde budgétaire de base* redeviendrait excédentaire en 2018, de 35,1 milliards (+0,1 % du PIB), contre un déficit de -351,8 milliards (-0,7 % du PIB) un an plutôt.

En définitive, l'exécution budgétaire des Etats membres de la CEMAC se solderait en 2018 par une diminution continue du déficit budgétaire, base engagements, dons compris, revenant de 2,8 % du PIB en 2017 à 1,5 % du PIB. En prenant en compte l'apurement attendu des arriérés de 719,9 milliards, le déficit global, base trésorerie, ressortirait à 1 938,6 milliards. En y ajoutant l'amortissement de la dette de 1 319,1 milliards, le désengagement de l'Etat vis-à-vis du système non bancaire se situerait à 350,7 milliards, le besoin de financement global des Etats atteindrait 3 608,4 milliards. Il serait totalement couvert par des concours extérieurs dont 424,4 milliards de dons, 2 960,0 milliards de nouveaux tirages, 147,0 milliards d'allègement de la dette extérieure prévu, et des tirages auprès du système bancaire de 77 milliards.

Graphique 3: Evolution du solde budgétaire base engagement, dons compris de la CEMAC de 2012 à 2018 (en pourcentage de PIB)



Sources : Administrations nationales et BEAC

C. SECTEUR EXTERIEUR

La remontée depuis mi-novembre 2017 des cours mondiaux du pétrole brut, principal produit d'exportation des pays de la sous-région, entrainerait un regain des activités pétrolières dans les pays pétroliers de la zone, favorisant une reprise des investissements, et des importations. Ainsi, le *déficit des transactions courantes, transferts publics inclus* de la CEMAC repartirait à la hausse à 3,9 % du PIB (-2 015,6 milliards), après de 3,1 % du PIB (-1 489,1 milliards) en 2017. Cette dynamique du compte courant procéderait d'un creusement du déficit des balances de services, de revenus et des transferts, en dépit de la contraction bien que faible du déficit de la balance commerciale.

La situation par pays ressortirait contrastée en 2018. En effet, certains pays membres de la CEMAC enregistreraient une situation défavorable des opérations avec l'extérieur, moins marquée au *Cameroun* (-1,7 % du PIB, contre -1,6 % du PIB un an auparavant), davantage au *Tchad* (-7,7 % du PIB, après -5,9 % du PIB en 2017), tandis qu'elle se dégraderait avec l'entrée en déficit de la *Guinée Equatoriale* (-3,6 % du PIB en 2018, contre +2,8 % du PIB en 2017), et du *Gabon* (-5,5 % du PIB en 2018, après +0,6 % du PIB en 2017). En revanche, la situation s'améliorerait au *Congo* (-5,5 % du

PIB, contre -17,9 % du PIB en 2017) et en *République Centrafricaine* (-7,6 % du PIB, contre -8,2 % du PIB).

Tableau 5 : Evolution du solde extérieur courant, transferts officiels inclus
(En pourcentage du PIB)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
						Estim.	Prév.
Cameroun	-2,5	-1,8	-3,7	-3,3	-3,2	-1,6	-1,7
République Centrafricaine	-4,9	-3,0	-14,3	-8,4	-5,6	-8,2	-7,6
Congo	17,5	13,6	4,7	-50,2	-82,6	-17,9	-5,5
Gabon	12,5	13,8	5,7	-0,4	-2,4	0,6	-5,5
Guinée Equatoriale	-1,2	-2,8	-4,7	-18,3	-11,7	2,8	-3,6
Tchad	8,4	-10,8	-23,9	-15,4	-16,6	-5,9	-7,7
CEMAC	5,3	1,8	-4,2	-12,4	-14,7	-3,1	-3,9

Sources : Administrations nationales et BEAC

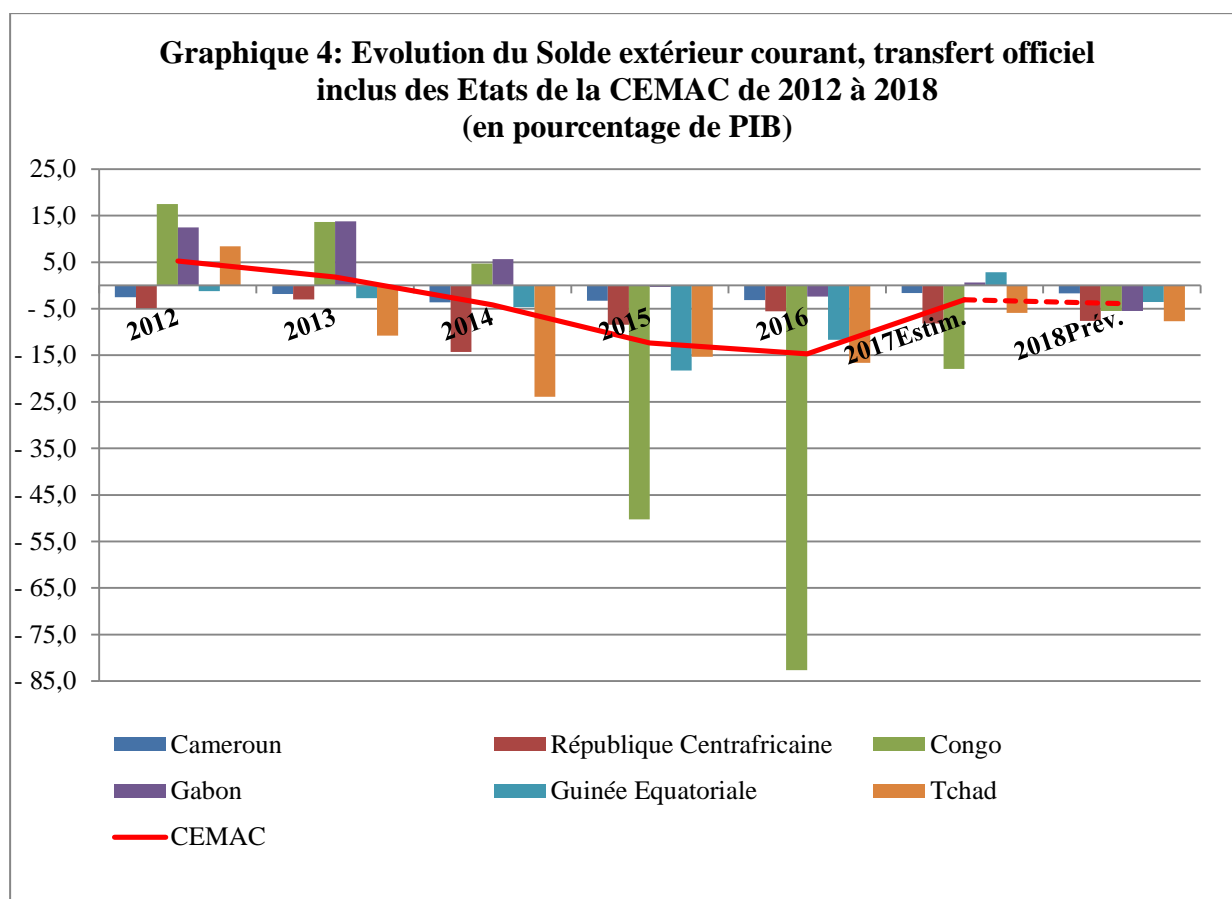
Le déficit de la *balance commerciale* devrait revenir à 4 408,8 milliards en 2018, contre 4 436,7 milliards un an plus tôt, reflétant un accroissement des exportations de +9,5 %, à 13 846,3 milliards, plus que compensé par la hausse des importations de +15,0 %, à 9 437,5 milliards.

La hausse des exportations découlerait pour l'essentiel de l'augmentation des ventes de pétrole brut (+11,9 % à 9 365,5 milliards), de bois (+1,5 %, à 887,2 milliards), et de manganèse (+7,1 % à 647,2 milliards), et de cacao (+22,1 % à 286,3 milliards). En revanche, cette dynamique serait freinée par la baisse des ventes de méthanol et des autres gaz (-4,6 % à 860,1 milliards), du café (-10,6 % à 22,0 milliards) et du coton (-12,1 %, à 142,4 milliards). Les importations quant à elles augmenteraient de 15,0 % à 9 437,5 milliards, en relation avec la reprise des dépenses d'équipement en perspective dans les Etats.

Les termes de l'échange reviendraient à 6,0 % en 2018, du fait de l'augmentation de 5,0 % des prix à l'exportation, en corrélation avec la remontée des cours du pétrole brut et du gaz naturel, et de la baisse de 1,0 % de ceux des importations.

En 2018, le déficit de la *balance des services* s'accroîtrait de 15,6 %, à 3 570,2 milliards, tiré principalement par le fret et les assurances, et celui de la *balance des revenus* de 6,1 %, pour s'établir à 3 124,6 milliards. De même, l'excédent du *compte de capital et d'opérations financières* devrait progresser de +15,4 %, passant de 2 155,6 milliards en 2017 à 2 487,1 milliards en 2018, portée pour l'essentiel par le retour des investissements directs étrangers au Gabon, au Cameroun, au Congo, conjugué avec l'augmentation de 27,3 %, à 2 089,2 milliards des capitaux à moyen terme, au titre des tirages effectués par le Tchad, le Gabon et la Guinée Equatoriale auprès des bailleurs de fonds.

Au total, la balance des paiements deviendrait excédentaire de 471,5 milliards en 2018, après un déficit de 103,3 milliards en 2017. Malgré la réduction des arriérés de 359,0 milliards et des réaménagements de la dette de 147,0 milliards au Tchad, les ressources ainsi dégagées devraient favoriser une accumulation des réserves officielles à hauteur de 259,5 milliards.



Sources : Administrations nationales et BEAC

Les pays de la CEMAC devraient accroître leur endettement public en 2018, malgré la mise en œuvre des mesures de consolidation budgétaire contenues dans les programmes financiers avec le FMI et la hausse des ressources tirées de l'exploitation pétrolière et des recettes budgétaires non pétrolières. Ainsi, les indicateurs s'orienteraient en 2018 comme suit : *i*) l'encours de la dette publique extérieure s'établirait à 30,8 % du PIB, après 29,0 % du PIB en 2017, tandis que l'encours de la dette intérieure serait de 13,2 % du PIB, après 16,4 % du PIB en 2017, pour un encours total de la dette globale de 44,0 % du PIB, contre 45,4 % du PIB un an plutôt, *ii*) le service de la dette extérieure remonterait de 19,0 % des recettes budgétaires en 2017, à 22,0 % en 2018, *iii*) le service de la dette extérieure rapportée aux exportations de biens et services croîtrait pour se situer à 11,8 %, contre 9,9 % en 2017.

Par pays, la situation se présente comme suit en 2018 :

- i.* Encours de la dette publique extérieure en pourcentage du PIB : Cameroun (23 %, contre 21,8 % en 2017), République Centrafricaine (26,4 %, après 28,4 % un an plutôt), Congo (73,9 %, contre 74,4 % en 2017), Gabon (42,5 %, contre 40,7 % un auparavant), Guinée Equatoriale (14,0 %, après 8,6 % en 2017), Tchad (18,8 %, contre 19,0 % un an plutôt)
- ii.* Service de la dette extérieure rapporté aux recettes budgétaires : Cameroun (11,1 %, après 7,1 % en 2017), République Centrafricaine (8,8 %, contre 7,3 % en 2017), Congo (46,3 %, contre 36,4 % un an plutôt), Gabon (17,7 %, contre 27,8 % en 2017), Guinée Equatoriale (15,6 %, après 1,8 % un an auparavant), Tchad (47,5 %, contre 57,3 % en 2017) ;
- iii.* Service de la dette extérieure rapporté aux exportations de biens et services : Cameroun (9,2 %, contre 5,6 % en 2017), République Centrafricaine (5,2 %, après 3,6 % en 2017), Congo (16,9 % contre 12,6 % en 2017), Gabon (8,9 %, contre 12,9 % en 2017), Guinée Equatoriale (6,9 % contre 0,7 % un an plutôt), Tchad (18,0 % contre 25,6 % en 2017).

Tableau 6 : Evolution des ratios du service de la dette
(en pourcentage)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017 Estim.	2018 Prév.
Encours de la dette extérieure/PIB	12,8	15,4	19,0	22,6	28,4	29,0	30,8
Ratio du service de la dette publique/Recettes budgétaires	4,6	10,0	8,6	18,2	18,9	19,0	22,0
Ratio du service de la dette publique/Exportations de biens et services non facteurs	2,3	5,4	4,8	11,0	10,8	9,9	11,8

Sources : Administrations nationales et BEAC

D. SECTEUR MONETAIRE

Les évolutions monétaires prévisibles fournies dans le cadre des travaux de Programmation monétaire de la BEAC pour l'année 2018 tablent sur :

- une augmentation des avoirs extérieurs nets du système monétaire de 30,8 %, entraînant une remontée du taux de couverture extérieure de la monnaie à 64,2 % ;

- un accroissement des crédits à l'économie de 6,7 %, en rapport avec l'évolution attendue de l'activité économique non pétrolière dans les États membres ;
- une amélioration de la position nette débitrice des États vis-à-vis du système monétaire de 0,9 %, à 2 720,6 milliards ;
- une hausse de la masse monétaire (+5,3 %), en conséquence.

*

*

*

En toute hypothèse, l'activité économique mondiale devrait se raffermir en 2018 et en 2019, en particulier dans les économies avancées, émergentes et en développement. Les risques suivants subsistent toutefois sur ces perspectives : *i*) une accélération inattendue de l'inflation et des taux d'intérêt dans les pays avancés, *ii*) des mesures de repli sur soi, des tensions géopolitiques et commerciales, ainsi que l'incertitude politique dans certains pays et *iii*) la rupture de l'accord de limitation de l'offre de pétrole brut des pays producteurs de l'OPEP d'ici le troisième trimestre 2018.

Dans la sous-région, les effets de la chute des cours du pétrole brut, commenceraient à se dissiper en 2018, en lien avec la remontée de ces derniers amorcée en mi-novembre, conjuguée au dynamisme du secteur non pétrolier, pourraient soutenir la reprise attendue.

Au total, pour **l'année 2017**, les estimations de la BEAC font ressortir un recul de la croissance économique, de l'inflation, du déficit budgétaire et du compte courant, ainsi que de la situation monétaire

Pour 2018, les perspectives tablent sur une reprise portée par la relance des activités du secteur pétrolier en lien avec la remontée des cours, conjuguée avec le dynamisme des activités non pétrolières. Cette dynamique devrait bénéficier des effets des mesures de consolidation budgétaire et d'assainissement des finances publiques. Ainsi, la croissance économique et l'inflation repartiraient en hausse, et favoriseraient l'amélioration d'ensemble des soldes budgétaires. Cette dynamique conforterait le taux de couverture extérieure de la monnaie et les réserves en mois d'importations de biens et services./-

oooOOooo

ANNEXES